

Avis voté en plénière du 28 mars 2017

Vers une bioéconomie durable

Déclaration du groupe des Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

Nous souhaiterions commencer cette intervention par trois chiffres déterminants : en 2050... 9 milliards de personnes... 1 planète.

Si l'innovation technologique nous permettra de trouver certaines solutions face au changement climatique, n'oublions pas que ces solutions ont un coût, tant économique qu'écologique car la planète a des limites ; et deuxièmement que nous devons, dès aujourd'hui, nous projeter vers des objectifs de sobriété et d'usage plus rationnel des ressources dans la satisfaction des besoins.

Sur cet avis technique, deux enjeux nous tiennent à cœur : la recherche et la formation.

Concernant la recherche, oui elle doit être interdisciplinaire et financée plus fortement par des crédits récurrents et non simplement des appels à projet si l'on veut qu'elle porte pleinement ses fruits. Oui, elle permet l'essor de la bioéconomie et cela nous paraît fondamental. C'est d'ailleurs pour cela que l'Union européenne a développé un programme de financement de la recherche et de l'innovation pour 2014-2020 de 79 milliards d'euros, dont la France bénéficie à 10,6 %. Mais ce qui frappe quand on s'intéresse de plus près au sujet, c'est le manque de coordination des initiatives menées à la fois par la recherche publique mais aussi par la recherche privée. À ce titre, le groupe appuie la préconisation du CESE de coordonner la recherche sur ce domaine par la création d'un GIP, pourvu que cela ne soit pas facteur de cloisonnement des thématiques.

Concernant la formation, comme nous l'avons déjà pointé lors de l'avis sur la contribution des emplois de la biodiversité à la transition écologique, il faut davantage de transversalité, de pluridisciplinarité et une gestion prévisionnelle des compétences. Comment accepter, dans un contexte de chômage important, notamment pour les jeunes, que les entreprises de ce secteur connaissent de sérieuses difficultés pour embaucher faute d'outils et de coordination ? Le secteur attire les salariés, les entreprises souhaitent recruter, il faut trouver les outils nécessaires pour faire rencontrer cette offre et cette demande : mettre en cohérence des outils de formation pour anticiper les besoins futurs en compétence et orienter l'offre de formation. Mais attention, toujours en privilégiant l'interdisciplinarité, dont les établissements publics sont souvent garants, et en évitant de spécialiser les établissements de formation dans tel ou tel domaine. À ce titre, la préconisation du CESE de mettre en œuvre des schémas régionaux de bioéconomie, ayant aussi un rôle prospectif sur les besoins des filières nous paraît une piste pertinente, mais attention de ne pas en faire un synonyme de carte de formation des régions.

Le groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse a voté cet avis.